

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 25 mars 2024

### Régional

#### Le rapport du PNUD sur l'IDH souligne la diversité des situations en AEOI

Le PNUD a publié son nouveau rapport sur l'Indice de développement humain (IDH). En 2022, seul un pays de la zone AEOI, les Seychelles (62<sup>ème</sup> pays, 0,802), fait partie des pays au développement humain très élevé (IDH > 0,800) tandis que Maurice (72<sup>ème</sup> pays, 0,796) fait partie des pays au développement humain élevé (IDH > 700). Viennent ensuite, le Kenya (146<sup>ème</sup> pays, 0,601), les Comores (0,586) et l'Ouganda (0,550), qui entre en 2023 dans le groupe des pays au développement humain moyen (IDH > 550). Le Rwanda (161<sup>ème</sup> pays, 0,548), la Tanzanie (0,532), le Soudan (0,516), Djibouti (0,515), l'Erythrée (0,493), l'Éthiopie (0,492), Madagascar (0,487), le Burundi (0,420) ainsi que le Soudan du Sud (192<sup>e</sup> pays, 0,381) et la Somalie (193<sup>e</sup> et dernier pays, 0,380), qui ferment la marche, font partie des pays au faible développement humain (IDH < 0,550). Entre 1990 et 2022, l'IDH moyen en Afrique subsaharienne n'a progressé que de 23 %, contre 35 % pour la moyenne mondiale et le rebond post covid de l'IDH moyen mondial ne concerne que 49 % des pays en développement, dont l'Ouganda, le Rwanda, Djibouti et les Comores en AEOI.

### Burundi

#### La Facilité africaine pour l'eau octroie 2 MEUR pour le développement de ressources en eau à usages multiples

La Facilité africaine pour l'eau a approuvé une subvention de 2 MEUR au Burundi pour le projet "Développement des ressources en eau et du barrage polyvalent de Ruvyironza (PRODERER)" qui améliorera la résilience socio-économique des populations en sécurisant les accès à l'eau, à la nourriture et à l'énergie. Seront financées plusieurs études de faisabilité pour les infrastructures hydrauliques, hydro-agricoles et hydroélectriques, y compris le barrage polyvalent de Ruvyironza dans la province de Gitega. Les résultats attendus comprennent une augmentation de la disponibilité de l'eau pour la production d'énergie hydroélectrique, l'irrigation et la consommation domestique, ainsi que l'adaptation et la résilience au changement climatique grâce à l'amélioration des capacités de stockage en eau. Les infrastructures permettront à terme la production de 22 MW d'hydroélectricité et la fourniture de services d'eau et d'assainissement à plus de 270 000 ménages dans les zones rurales les plus affectées par un manque d'approvisionnement en eau. Le projet prévoit également la construction d'un périmètre irrigué couvrant

14 674 ha, parallèlement aux travaux de restauration des bassins versants dégradés situés en amont. Les investissements dans l'accès à l'eau potable, la production et la distribution d'énergie bénéficieront aussi à 417 000 personnes dans les zones urbaines.

## Comores

### Signature d'un aide-mémoire avec la Banque africaine de développement visant le soutien à la modernisation des infrastructures portuaires comoriennes

La Banque africaine de développement (BAD), le ministère des finances, du budget et du secteur bancaire et le ministère des transports maritimes comorien ont signé le 19 mars 2024 un aide-mémoire visant à établir le plan de financement du projet de modernisation des infrastructures portuaires de corridor maritime. Le financement pourrait atteindre 124,56 MEUR, soit 51 % du coût total du projet. Le plan de financement comporte notamment un projet de construction d'un nouveau port à Domoni sur l'Île d'Anjouan, un projet d'extension du port de Moroni, et un projet de réhabilitation du port de Boingoma (Mohéli). Il vise également à soutenir le renforcement de capacités et l'autonomisation économique des femmes.

## Djibouti

### Maintien des tensions entre le gouvernement djiboutien et *DP World*

DP World a fait savoir le 19 mars sa volonté « d'utiliser tous les moyens légaux » dans son différend avec le gouvernement djiboutien concernant le terminal à conteneurs de Doraleh. La *Doraleh Container Terminal SA* (renommée par la suite Société de Gestion du Terminal à conteneurs de Doraleh, SGTD) est, à l'origine, une co-entreprise entre Port de Djibouti SA (67 %) et *DP World* (33 %). L'entreprise émirienne avait obtenu en 2006 un contrat de concession sur 30 ans pour la construction et le développement du terminal. La concession a finalement été annulée par décision unilatérale du gouvernement djiboutien en 2017 (soit 19 ans avant le terme du contrat de concession conclu avec *DP World*) qui a invoqué la protection des intérêts stratégiques du pays pour justifier la rupture de contrat. *DP World* a par la suite entamé une série de procédures d'arbitrage devant des cours internationales et a obtenu gain de cause à plusieurs reprises face à l'Etat djiboutien. L'annonce par le gouvernement djiboutien, le 10 septembre dernier, de la nationalisation de toutes les actions détenues par le Port de Djibouti SA dans le DCT a été qualifiée par *DP World* de « mépris flagrant de Djibouti pour l'état de droit ».

## Ethiopie

### Annonce de l'ouverture de nouveaux secteurs à l'investissement étranger

Le Premier ministre Abiy Ahmed a annoncé l'intention du gouvernement éthiopien d'adopter une législation permettant aux étrangers de posséder des biens immobiliers. Actuellement, les étrangers (particuliers et entreprises) n'ont pas accès à la propriété immobilière, qu'il s'agisse de bâtiments résidentiels ou commerciaux. De plus, le Premier ministre a annoncé sa volonté d'ouvrir le secteur de la vente au détail aux investissements étrangers, secteur encore réservé aux nationaux éthiopiens. Ainsi, ce secteur serait le quatrième à s'ouvrir aux investissements

étrangers, après les télécommunications, le secteur bancaire et la logistique (ouverture largement inachevée pour ces deux derniers). Ces annonces du Premier ministre vont dans le sens de la politique menée par le gouvernement depuis 2018, visant à ouvrir progressivement l'économie pour attirer les investisseurs étrangers sur le sol éthiopien.

## L'Éthiopie annonce la découverte d'importantes mines d'or

Le ministère des Mines éthiopien a annoncé la découverte de gisements d'or de plus de 517 tonnes (t), dans différentes régions du pays (Gambella, Oromia, Tigré et Benishangul-Gumuz). Cette découverte est l'aboutissement de 15 années d'études géologiques approfondies menées sur le territoire éthiopien par le ministère et ses partenaires. En 2021, l'Éthiopie a lancé la construction de la première grande usine d'extraction d'or du pays, à Benishangul-Gumuz, région située à la frontière avec le Soudan, avec pour objectif la production de 7,5 t d'or par an. D'autres usines d'extraction vont voir le jour dans plusieurs localités (Guji, Wellega, Gambella, Tigré) au cours des prochaines années selon le ministre des Mines, afin d'exploiter le potentiel aurifère du pays. Le développement des capacités de production aurifère est un enjeu important pour l'Éthiopie, car l'exportation d'or contribue à générer des devises étrangères: l'Éthiopie a produit 8,6 t d'or en 2020, et les exportations d'or ont atteint 546,4 MUSD en 2021/2022.

## Le gouvernement éthiopien envoie des travailleuses domestiques dans le Golfe pour générer des devises

Le ministère éthiopien du Travail et des Compétences a annoncé avoir envoyé plus de 261 000 Ethiopiennes employées domestiquement dans les pays du Moyen-Orient avec lesquels le gouvernement a signé des contrats de travail sur l'année 2023/2024. L'année précédente, le gouvernement éthiopien avait déployé 102 000 travailleuses domestiques à l'étranger, et il prévoit d'atteindre la barre des 500 000 sur l'année 2023/2024. Ce système permet au gouvernement éthiopien de générer des devises, car les salaires sont envoyés en devises aux banques éthiopiennes, et payés en birr (ETB) aux travailleuses. L'Éthiopie a signé des accords de travail avec les pays du Golfe, notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Liban et la Jordanie pour fournir des employées domestiques et envisage de signer de nouveaux accords avec certains pays européens. Habituellement organisé via des passeurs et des réseaux de trafic d'êtres humains, l'envoi de main d'œuvre par le gouvernement éthiopien pose de nombreuses questions, notamment sur les conditions de travail et sur les risques de violations des droits de l'homme encourus.

## Kenya

### Inquiétudes sur la disponibilité des engrais au Kenya au démarrage d'une saison de cultures

Plusieurs médias évoquent des inquiétudes liées à la disponibilité des engrais, en quantité, en qualité, en prix, en adéquation avec les besoins des agriculteurs et accessibles physiquement à proximité des lieux de production. L'actuel programme national de subvention aux engrais, qui ne s'est pas reposé sur les acteurs traditionnels du secteur et qui a court-circuité les réseaux de distribution privés de proximité, fait ainsi l'objet d'interrogations face à la pénurie d'engrais évoquée. C'est dans ce contexte que le *Kenya Bureau of Standards* a informé le Parlement que lors de contrôles récents, a été découvert qu'un fournisseur avait vendu un engrais en-deçà des standards, provoquant de la confusion dans le secteur et chez les agriculteurs en particulier.

## Le Kenya va dépenser 84 MUSD pour son premier réacteur de recherche nucléaire

Le Kenya veut dépenser 84 MUSD pour son premier réacteur de recherche nucléaire qui sera utilisé dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'industrie, de l'énergie et de la recherche. La *Nuclear Power and Energy Agency* (NuPEA), agence d'État qui dirige le programme d'énergie nucléaire du pays, indique que le montant demandé au Trésor couvrira 40 % des coûts initiaux du projet. Il s'agit du projet le plus important de NuPEA, qui a besoin de 248 MUSD pour mettre en œuvre son plan stratégique quinquennal, dont 23 MUSD en 2026 et 61 MUSD en 2027 pour le projet. NuPEA affirme avoir déjà obtenu 65 acres à Konza Technopolis pour la construction du réacteur de recherche nucléaire et d'autres installations liées. La mission d'examen de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en décembre 2023 a conclu que le pays avait fait des "progrès significatifs" pour le programme de réacteurs de recherche du pays. Le Kenya prévoit de mettre en service son premier réacteur de recherche entre 2030 et 2034, et espère commencer les travaux en 2026. En septembre 2022, NuPEA a annoncé avoir avancé sur des plans pour lancer des appels d'offres internationaux pour un potentiel projet de 35 MUSD pour une centrale nucléaire de 1 000 MWe à Kilifi ou Kwale.

## Financement des startups technologiques au Kenya

Selon le rapport sur le financement des startups technologiques en Afrique de *Disrupt Africa, 2023* a connu une légère baisse du nombre d'entreprises financées et du financement total collecté, pour la première fois depuis 2016, en raison du repli mondial des capitaux. Cependant, l'année reste globalement positive avec 62 startups kényanes ayant collecté 15,3 % du total des fonds investis en Afrique, ce qui fait du Kenya le deuxième pays recevant le plus de financement après le Nigeria. Le financement total des start-ups a augmenté de 17,2 % en 2023, pour atteindre 673,8 MUSD. Une grande partie de ces résultats a été attribués aux entreprises du secteur de l'énergie qui ont collecté plus de 500 MUSD, soit 74 % des financements totaux des start-up kényanes. Le secteur agro-technologie a contribué à hauteur de 48,7 MUSD (7,2 %) ; le commerce électronique a représenté 31,1 MUSD (4,6 %) ; les fintech 27,6 MUSD (4,1 %) et l'e-santé 23,6 MUSD (3,5 %). L'écosystème africain des startups technologiques représente un nombre croissant d'emplois et les startups kényanes employaient 9 517 personnes, soit une moyenne de 154 par entreprise contre 8 043 personnes et 88 employés par startup en 2022.

## Madagascar

### Augmentation de 10 % du salaire minimum mensuel dans le secteur privé

Le Conseil des ministres du 20 mars a annoncé une augmentation de 10 % du salaire minimum d'embauche (SME) dans le secteur non agricole, passant de 238 000 à 262 680 MGA (soit de 50,2 à 55,4 EUR) par mois ; et dans le secteur agricole de 242 200 à 266 500 MGA (de 51,1 à 56,2 EUR) par mois. L'augmentation concerne les salariés du secteur privé et sera variable selon leur catégorie professionnelle et leur ancienneté. Cette révision à la hausse des salaires prend effet à partir du 1<sup>er</sup> mars 2024, mais n'est pas encore appliquée dans l'attente du décret de publication correspondant. Le salaire minimum avait baissé de 5 % en mai 2023 dans le secteur non agricole, passant de 250 000 à 238 000 MGA (soit 52,7 à 50,2 EUR) par mois.

## La compagnie *JIRAMA* annonce une forte diminution de la production du barrage hydroélectrique d'Andekaleka

La compagnie nationale d'eau et électricité *Jiro sy Rano Malagasy* (JIRAMA) a annoncé le 25 mars 2024 une forte diminution de la production du barrage hydroélectrique d'Andekaleka, passant de 114 MW à 35 MW. Cette diminution perturbera de manière provisoire l'approvisionnement du réseau interconnecté de Tananarive (RIA) à partir du 26 mars, et concerne Tananarive et ses environs. La compagnie justifie cette baisse par l'accumulation de déchets au niveau du barrage d'Andekaleka, et une baisse du débit d'eau alimentant sa centrale, qui nécessite des travaux d'enlèvement des déchets. Des problèmes d'approvisionnement en électricité sont également rencontrés en région, notamment la ville de Tamatave, où des coupures de courant ont eu lieu en raison de la diminution de l'approvisionnement en carburants de ses centrales thermiques.

## La Banque mondiale confirme un prêt de 25 MUSD en faveur de *Madagascar Airlines* pour sa relance

La Banque mondiale confirme un prêt de 25 MUSD en faveur de la compagnie aérienne nationale en difficulté *Madagascar Airlines*, au titre du projet de Pôles intégrés de croissance (PIC). Ce financement, qui a fait l'objet d'une demande des autorités en novembre 2023, entre dans le cadre du plan de relance « *Phoenix 2030* » (estimé à 100 MUSD) prévoyant un retour vers la rentabilité financière et un recentrage provisoire des activités de la société sur le réseau domestique. Il permettra notamment la restructuration de la flotte d'ATR72-500 – dont la location de deux aéronefs supplémentaires a été annoncé la semaine précédente –, des travaux de réparation des avions de la flotte existante, l'amélioration du service de maintenance et le processus de digitalisation de la compagnie.

# Maurice

## Accélération de la production industrielle au quatrième trimestre 2023

Selon *Statistics Mauritius*, la production industrielle à Maurice a augmenté de 2,3 % au quatrième trimestre de 2023, après une révision à la hausse de 1,1 % au trimestre précédent, marquant le 11<sup>ème</sup> trimestre consécutif de croissance. La production a augmenté à un rythme plus soutenu dans le secteur manufacturier (2,3 % contre 1,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023) et dans les secteurs de l'électricité, du gaz, de la vapeur et de l'air conditionné (7,6 % contre 3,1 %). D'autre part, la production a augmenté à un rythme plus lent pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets (2 % contre 2,8 %) et s'est davantage contractée pour l'exploitation minière et l'extraction en carrière (-16,7 % contre -7,2 %). Sur une base trimestrielle, la production industrielle a augmenté de 14,2 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 4,3 % au trimestre précédent.

# Ouganda

## Le président Museveni remanie son gouvernement et place son fils à la tête de l'armée

Le Président Museveni a annoncé le jeudi 21 mars dernier un remaniement du gouvernement, affectant surtout les portefeuilles ministériels relatifs à la défense. Il a nommé son fils Muhoozi Kainerugaba au poste particulièrement stratégique de chef d'état-major des armées. Il remplace le général Wilson Mbasu Mbadi, rétrogradé au poste de secrétaire d'État chargé du commerce et des coopératives occupé auparavant par Harriet Ntabazi. Par contraste avec les changements majeurs intervenus au sein de l'armée, ce remaniement ne devrait pas avoir d'impact majeur sur le climat des affaires, les principales figures du gouvernement étant maintenues à leur poste (ministres de l'Economie et des Finances, de l'Industrie, de l'Energie...).

## L'Italie se positionne comme un partenaire économique de premier plan de l'Ouganda

L'Italie a organisé la visite d'une importante délégation de vingt-cinq investisseurs potentiels, le 14 mars dernier, emmenés par Stefano Gatti, Directeur général de la Coopération au développement du ministère des Affaires étrangères italien. L'Italie a désigné l'Ouganda comme une destination commerciale prioritaire en Afrique. La Première ministre ougandaise Robinah Nabbanja était notamment présente à Rome le 28 janvier dernier pour la présentation du Plan Mattei, nouveau programme de partenariat de l'Italie avec l'Afrique. Les exportations ougandaises vers l'Italie ont été multipliées par 6 depuis 2019 pour s'établir à 375 MUSD en 2023, et sont tirées à 80 % par le café. L'Italie absorbe, en effet, près de 30 % des exportations de café ougandais, à travers des entreprises spécialisées dont Lavazza et Illy. L'Italie est ainsi le premier client de l'Ouganda au sein de l'UE en 2023, devant l'Allemagne et les Pays-Bas. Au cours de sa rencontre avec les entreprises, le Président Museveni a encouragé « les investisseurs italiens à installer davantage d'usines dans le pays pour apporter une plus grande valeur ajoutée au café ougandais ».

# Rwanda

## Le FMI évalue les progrès des réformes économiques au Rwanda

Le FMI s'est rendu à Kigali du 11 au 22 mars 2024 pour évaluer les progrès des réformes économiques du pays dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> revue de l'Instrument de coordination des politiques (PCI) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), et de la 1<sup>ère</sup> revue de l'accord au titre de la Facilité de crédit stand-by (SCF). Le Conseil d'administration du FMI devrait décider en mai si le Rwanda remplit les conditions requises pour bénéficier d'un nouveau financement de 124,25 MDTS (165,5 MUSD) pour faire face aux contraintes de sa balance des paiements et aux risques liés au climat. Les perspectives économiques du Rwanda restent positives, avec une croissance robuste en 2023 et un ralentissement de l'inflation. Toutefois, des risques subsistent, notamment les tensions à l'ouest du pays, une nouvelle flambée des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi qu'un ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux. Les autorités rwandaises ont atteint tous les objectifs quantitatifs du programme et ont continué de mettre en œuvre les réformes relatives à la rationalisation des dépenses, au renforcement des filets sociaux et au marché des changes. Les réformes climatiques progressent également de manière satisfaisante.

## Le secteur financier rwandais enregistre un montant d'actifs record

Le secteur financier rwandais continue de se développer, avec un montant d'actifs record, évalué à 7,6 Md EUR (10,6 tn Rwf) en 2023, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. Actuellement, 664 institutions financières (banques, fonds de pensions, fintechs ou acteurs de la microfinance) licenciées par la banque centrale rwandaise. Ces institutions financent l'économie à hauteur de 66,7 % du PIB, soit une augmentation de 1,8 point de pourcentage par rapport à 2022, le crédit au secteur privé représentant notamment à 31 % du PIB en 2023. Parmi les sous-secteurs financiers, l'industrie bancaire représente 5,2 Md EUR ; les actifs de fonds de pension, 1,07 Md EUR ; les actifs ; l'assurance, 690 M EUR et la microfinance 454 MEUR. Le paysage financier a été marqué par l'entrée d'acteurs industriels ainsi que par des fusions acquisitions dans différents sous-secteurs, dont celui des services de paiement.

## Seychelles

### La Banque centrale assouplit sa politique monétaire pour le deuxième trimestre 2024

A l'issue de la réunion du Conseil d'administration de la Banque centrale seychelloise (BCS) le 28 décembre 2023, cette dernière a décidé d'assouplir sa politique monétaire pour le deuxième trimestre 2024, en baissant le taux directeur de 2 % à 1,75 % soit 25 points de base, ainsi que les taux des facilités permanentes de dépôt (de 0,5 % à 0,25 %) et de crédit (de 3,5 % à 3,25 %). Cette décision est motivée par les bonnes performances du secteur touristique (arrivée de 81 426 touristes à la date du 17 mars 2024, soit une hausse de 10 % en glissement annuel). Quant à l'inflation moyenne, elle a été négative en février 2024 (-0,3 %) en glissement annuel.

## Somalie

### Les pays créanciers du Club de Paris parviennent à un consensus sur l'annulation la dette de la Somalie dans le cadre de l'initiative PPTE

La République fédérale de Somalie est devenue le 37<sup>ème</sup> pays à bénéficier d'une annulation de dette de la part du Club de Paris suite à l'approbation en décembre dernier par le FMI et la Banque mondiale de son point d'achèvement, dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE renforcée). Les représentants des pays créanciers du Club de Paris sont parvenus à un consensus pour annuler 1,2 Md USD en termes nominaux afin de rétablir la viabilité de la dette de la Somalie. En outre, les créanciers du Club de Paris ont confirmé leur volonté d'accorder une annulation de dette supplémentaire sur une base volontaire et bilatérale pour un montant de 815 MUSD. Ces deux décisions entraîneront une réduction de plus de 2,0 Mds USD, soit 99 % de la dette de la Somalie à l'égard des membres du Club de Paris en janvier 2023. La réunion était présidée par M. Bertrand Dumont, président du Club de Paris et Directeur général du Trésor, et M. William Roos, co-président du Club de Paris et Secrétaire adjoint à la Direction générale du Trésor. La délégation somalienne, menée par le ministre des Finances, S.E. Bihi Iman Egeh, s'est engagée à utiliser l'espace fiscal fourni par ce traitement de la dette pour les dépenses prioritaires identifiées dans la stratégie de réduction de la pauvreté du pays.

# Soudan

## Baisse significative de la production alimentaire

Dans son rapport annuel sur la situation alimentaire au Soudan, publié en mars, la FAO estime à 4,1 Mt la production totale de céréales en 2023, soit 46 % de moins que celle de 2022 et 60 % au-dessous de la moyenne des 5 dernières années. Les productions de sorgho (3 M de tonnes) et de mil (683 500 tonnes) seraient en baisse de 42 % et 60 % respectivement par rapport à 2022. Quant au blé, principal aliment au pays, sa production est estimée à moins de 377 000 tonnes, soit 20 % de moins que 2022. La baisse significative de la production totale de céréales en 2023, est principalement due à l'impact du conflit en cours sur les opérations agricoles ainsi qu'à la disponibilité limitée et aux prix élevés des entrants agricoles. Le rapport signale une situation de santé animale normale malgré la baisse du nombre d'animaux vaccinés en 2023. Néanmoins, il avertit que la disponibilité d'eau et de pâturages pourrait être affectée par la faible saison de pluie et à cause du conflit limitant le mouvement des troupeaux.

# Soudan du Sud

## Arrêt brusque du principal pipeline d'exportation du pétrole du Soudan du Sud

Le Soudan n'est plus en mesure d'assurer l'exportation du pétrole sud-soudanais, à la suite de l'explosion du principal pipeline acheminant le brut vers le terminal de Bashaer sur la côte de la mer Rouge. L'incident est survenu au mois de février, sur un territoire occupé par les Forces de soutien rapide (FSR), empêchant tout envoi d'experts techniques. Selon le ministre de l'Énergie et du Pétrole soudanais, une condensation dans le pipeline due à une diminution de la pression de pompage et au manque d'injection de diesel pour diluer le pétrole brut était à l'origine de l'explosion. Le pétrole brut transporté par ce pipeline est très visqueux et doit être chauffé abondamment. Pour cela, une capacité minimum de transport de 120 000 barils/jours doit être constamment respectée. Or faute d'investissement des opérateurs sud-soudanais et soudanais *DPOC* et *BAPCO*, ce volume est moindre depuis plusieurs mois. Cet arrêt dont la durée est encore incertaine, devrait considérablement affecter l'économie sud-soudanaise. En effet, selon les données de la Banque mondiale, 60 % du PIB, 95 % des exportations et 90 % des recettes publiques du pays ont été dépendantes du pétrole en 2022.

# Tanzanie

## La Tanzanie risque de manquer l'objectif clé de la Vision 2025

Le Secrétaire exécutif de la Commission de planification, M. Lawrence Mafuru, estime que la Tanzanie risque de manquer l'objectif clé de la Vision 2025. Rédigé en 1999, ce plan de développement de long-terme vise à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2025. Dans sa Vision 2025, le gouvernement s'est fixé pour objectif d'atteindre un revenu par habitant de 3 000 USD en 2025 alors que le PIB par habitant s'élevait à 1 326 USD en 2023 et devrait atteindre 1 375 USD en 2025 selon les prévisions de Perspectives de l'économie mondiale du FMI. Le pays a néanmoins réalisé des progrès. Entre 2000 et 2023, le revenu par habitant est passé de 380 USD à 1 326 USD, soit un taux de croissance annuel moyen de 5,6 %.

## Appels aux investisseurs pour les premières licences d'exploration pétrolières et gazières de Zanzibar

Le 20 mars 2024, le Président Mwinyi de Zanzibar a officiellement inauguré le premier cycle de licences pour l'exploration pétrolière et gazière, en collaboration avec le ministère de l'Économie bleue et des Pêches et l'Autorité de réglementation du pétrole de Zanzibar (ZPRA). Ces licences comprennent huit blocs d'exploration (31 883 km<sup>2</sup>), à l'est des îles Unguja et Pemba, avec des profondeurs d'eau allant de 500 à 3000 mètres. Ces blocs d'exploration sont ouverts aux investisseurs internationaux et font partie d'une feuille de route d'exploration s'étendant sur cinq ans. Le lancement d'appels d'offres pour l'exploration des blocs de pétrole et de gaz à Zanzibar s'inscrit dans la politique d'économie bleue de l'archipel, qui, outre la pêche et la préservation des écosystèmes marins, comprend également les ressources offshores.

## La Banque centrale de Tanzanie injecte 100 millions de US dollars dans l'économie pour soutenir le shilling

La Banque de Tanzanie (BoT) a injecté 100 M USD et prévoit d'en ouvrir l'accès encore davantage aux banques commerciales du pays dans le but de stabiliser le shilling par rapport à la monnaie américaine. L'initiative vise à garantir une liquidité adéquate en devises sur le marché et à garantir que la demande de devises soit satisfaite par l'intermédiaire d'institutions financières agréées au prix du marché en vigueur. De plus, le gouverneur de la BoT, M. Tutuba, a déclaré que le déficit du compte courant s'était réduit, passant de 5,4 Mds USD en 2022 à 2,9 Mds USD en décembre 2023.

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE [julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO [annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD [almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr](mailto:almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr), [heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr](mailto:heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr](mailto:olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr)